

Unité départementale du Bas-Rhin
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 04/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KECK CHIMIE

rue Wittholz ZI - BP 6

67340 INGWILLER

Références : 1870/NK

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2022 dans l'établissement KECK CHIMIE, implanté rue Wittholz ZI BP 6 67340 INGWILLER. L'inspection a été annoncée le 24/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi de la mise à jour de l'étude de dangers, et de la mise en place de boîtes à mousse dans l'atelier de production.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KECK CHIMIE
- Rue Wittholz ZI BP 6 67340 INGWILLER
- Code AIOT dans GUN : 0006701870
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Keck Chimie développe et fabrique des produits chimiques (essentiellement des colles), destinés principalement à l'industrie de la chaussure et à la maroquinerie.

Le siège de l'entreprise est en Allemagne. Le site d'Ingwiller compte environ 20 salariés, sur un effectif global d'une centaine de personnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative ;
- étude de dangers ;

- stratégie de défense contre l'incendie ;
- émission de COV.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre, à l'inspection des installations classées dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
Mise à jour de la situation administrative	Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 1	/	Sans objet
Mise à jour de l'étude de dangers	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L181-25	/	Sans objet
Sécurité incendie	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14	/	Sans objet
Rejets dans l'air	Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 7	/	Sans objet
Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 9.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection en objet a porté principalement sur la mise à jour de l'étude de dangers et sur l'installation de boîtes à mousse pour lutter contre l'incendie.

Les constats ont révélé quelques observations et la nécessité d'apporter des actions correctives sous un délai maîtrisé. Il est ainsi demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection :

- **sous 15 jours**, un bilan exhaustif sur les moyens actuels mis en œuvre en cas d'incendie afin de s'assurer d'une intervention efficace et bien dimensionnée ;
- **sous 1 mois**, une analyse du dépassement régulier des valeurs limites du débit massique horaire des COV, accompagnée d'un plan d'action pour y remédier ;
- **sous 2 mois**, un bilan de conformité avec l'arrêté du 01/06/15 - modifié le 22/09/2021 - relatif à la rubrique n°4331 ;
- **sous 6 mois**, une mise à jour de l'étude de dangers.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Mise à jour de la situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 1
Thèmes : Situation administrative, Mise à jour de la situation administrative
Prescription contrôlée : Le tableau répertorié dans l'AP de 1998
<p>Constats : Des mises à jour sont nécessaires afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation :</p> <p>1/ Stockage de liquides inflammables (253/1430) : c'est la rubrique 4331 qui est maintenant applicable avec un tonnage de 349 tonnes.</p> <p>2/ Fabrication de résines et adhésifs synthétiques (2660-1) : c'est maintenant la rubrique 2660-b avec une quantité de 5 t/j.</p> <p>3/ Emploi de liquides organohalogénés (1175-2) : cette rubrique est à supprimer.</p> <p>4/ Procédés de chauffage (2915-2) : rubrique inchangée, avec une quantité de 600 litres.</p> <p>5/ Ajout de la rubrique 4510 (déjà actée mais non existante en 1998) : 65 tonnes.</p> <p>6/ Ajout de la rubrique 1450-2 (déjà actée mais non existante en 1998) : 0,3 tonne.</p> <p>L'Inspection n'a relevé aucune contrainte particulière sur ces évolutions. Le site va passer du statut "Autorisation" à "Enregistrement".</p> <p>L'exploitant doit transmettre un courrier justifiant ces évolutions et demandant une mise à jour des rubriques liées à ses activités.</p> <p>Il transmettra également, sous deux mois, un bilan de conformité avec l'arrêté du 01/06/15 - modifié le 22/09/2021 - relatif à la rubrique 4331 (exemple avec l'article 14 sur les moyens de lutte incendie). En fonction de ce bilan, un plan d'action sera proposé pour être en conformité avec l'arrêté concerné.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre préfectorale
Nom du point de contrôle : Mise à jour de l'étude de dangers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L181-25
Thèmes : Risques accidentels, Phénomènes dangereux retenus
<p>Prescription contrôlée : Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation. En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels, selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.</p>
<p>Constats : Suite à la remise de l'étude de dangers (EDD) en 2013 et au courrier de compléments transmis par l'exploitant en date du 19/11/2014, certains points méritent encore d'être complétés.</p> <p>Le positionnement dans la grille MMR des 2 risques incendie identifiés et du risque d'explosion n'est pas justifié. Il n'y a aucun élément démontrant les valeurs de probabilité et gravité retenues. Par ailleurs, les cuves de production sont alimentées en solvant par des tuyauteries aériennes. Le risque associé mérite d'être recensé dans les phénomènes dangereux.</p> <p>Au niveau des modélisations des phénomènes dangereux retenus, des modélisations ont été réalisées par le CNPP pour les risques incendies. Néanmoins, celles-ci ont été réalisées sans prise en compte des murs coupe-feu. Il y a donc des effets sortant importants non représentatifs de la situation réelle. De plus, le risque d'explosion n'a pas été modélisé.</p> <p>En conséquence, afin de compléter et mettre à jour les éléments susmentionnés, l'exploitant propose de remettre à jour son EDD, dans un délai de 6 mois convenu avec l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre préfectorale

Nom du point de contrôle : Sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14
Thèmes : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de défense incendie décrivant l'organisation du site en cas de sinistre, notamment : .../ - la démonstration de l'adéquation, de la provenance et de la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires dont il dispose (en propre, la démonstration de l'adéquation, de la provenance et du délai de mise en œuvre des moyens humains et matériels nécessaires aux opérations qu'il met en œuvre). L'exploitant évalue également l'écart entre les moyens humains et matériels dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) et les moyens complémentaires nécessaires aux opérations d'extinction.
Constats : Conformément au courrier transmis par la DREAL le 06/07/2017, l'exploitant a mis en place, en 2018, des boîtes à mousse dans l'atelier de fabrication. Le PV de réception de la mise en place des boîtes à mousse daté du 16/11/2018 a été présenté. La présence de ces boîtes a également été observée lors de la visite du site. Dans le rapport d'inspection du 13/06/2017, un accès à la potentielle réserve d'eau de 100 m ³ située à l'arrière du bâtiment devait être créé, avec un débroussaillage et une signalisation. L'exploitant précise qu'il ne considère pas cette réserve d'eau dans ses moyens incendie et rien n'a donc été fait. Dans le même rapport, il était également demandé de contrôler le débit des 3 poteaux incendie, y compris en simultané. Cela a bien été fait. Un courrier du SDEA du 27/06/2017 évoque un débit simultané de 128 m ³ /h (avec des valeurs respectives pour les 3 poteaux de 10 m ³ /h, 45 m ³ /h et 73 m ³ /h). Néanmoins, l'arrêté préfectoral de 1998 évoque un débit de 180 m ³ /h dans l'article 17.2. Afin de prendre en compte la nouvelle configuration du site avec les boîtes à mousse, l'exploitant doit faire un bilan et une analyse des besoins réels en cas d'incendie dans un délai de 15 jours. Il s'assurera également de l'adéquation entre la durée d'intervention des secours et le temps pour intervenir notamment au niveau des boîtes à mousse. Le SDIS pourra notamment être contacté. L'Inspection invite également l'exploitant à vérifier l'organisation et les capacités du site pour recueillir correctement les eaux d'extinction incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre préfectorale

Nom du point de contrôle : Rejets dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 7
Thèmes : Risques chroniques, C.O.V.
Prescription contrôlée : Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère devront respecter les valeurs maximales suivantes pour les C.O.V. dans l'atelier de fabrication : 1/ 150 mg/m ³ pour la concentration 2/ 3,6 kg/h pour le débit massique horaire
Constats : L'observation des derniers rapports de contrôle annuel des effluents gazeux fait apparaître un dépassement fréquent du débit massique horaire sans aucune action de l'exploitant pour y remédier : - 4 kg/h lors de la dernière mesure du 21/01/2021 ; - 2,1 kg/h en 2019 (conforme) ; - 4,8 kg/H en 2018. L'exploitant reconnaît qu'il s'est toujours focalisé sur la valeur de concentration qui ressort conforme. C'est d'ailleurs la seule valeur limite qui apparaît dans les rapports. Il n'avait jamais fait attention au dépassement du débit massique. L'exploitant s'engage donc à analyser ce constat et doit proposer, sous un mois, un plan d'action pour y remédier, en effectuant de nouvelles mesures.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Lettre préfectorale

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 9.2
Thèmes : Risques accidentels, Rétention des liquides inflammables
Prescription contrôlée : Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à .../... 50 % de la capacité totale des fûts.
Constats : Dans le laboratoire, l'exploitant dispose de petits récipients de liquide inflammable positionnés à même le sol. Même si les quantités sont faibles, des rétentions appropriées doivent être mises en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre préfectorale